

NATIONS UNIES LIBRARY
UN/SA COLLECTION
Oct 19 1994



CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE

2526^e SÉANCE : 2 AVRIL 1984

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2526)	1
Remerciements au Président sortant	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Lettre, en date du 22 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16431)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/. . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2526^e SÉANCE

Tenue à New York le lundi 2 avril 1984, à 10 h 30.

Président : M. Vladimir A. KRAVETS
(République socialiste soviétique d'Ukraine).

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, France, Haute-Volta, Inde, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, République socialiste soviétique d'Ukraine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zimbabwe.

Lettre, en date du 22 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16431)

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2526)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 22 mars 1984, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/16431).

La séance est ouverte à 11 h 35.

Remerciements au Président sortant

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Etant donné que c'est la première réunion du Conseil au mois d'avril, je voudrais, au nom du Conseil, rendre hommage à M. Javier Arias Stella, représentant du Pérou, pour la compétence, la diplomatie, le doigté et la courtoisie remarquables avec lesquels il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier. Je suis certain de parler au nom de tous les membres du Conseil en exprimant à M. Arias Stella ma sincère reconnaissance pour la façon dont il a assumé la présidence au cours du mois de mars.

2. La République socialiste soviétique d'Ukraine accède à la présidence du Conseil consciente de ses nobles responsabilités. Nous ferons tout en notre pouvoir pour nous acquitter le mieux possible de nos fonctions. Par ailleurs, je prie cordialement tous ceux qui prendront la parole au cours de ce mois de limiter au minimum les vœux qu'ils adresseront au Président car cela nous fera gagner beaucoup de temps. Je tiens à assurer les membres qu'en agissant ainsi ils ne diminueront en rien le profond respect que nous éprouvons pour eux et les pays qu'ils représentent.

3. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Conformément aux décisions prises lors des séances précédentes [2522^e et 2523^e séances], j'invite le Secrétaire du Comité du peuple du Bureau populaire de liaison pour les affaires étrangères de la Jamahiriya arabe libyenne à prendre place à la table du Conseil et j'invite les représentants de l'Afghanistan, de la Bulgarie, de l'Ethiopie, de la Mongolie, de la Pologne, de la République arabe syrienne, de la République démocratique allemande, de la République démocratique populaire lao, de la République islamique d'Iran, du Soudan, de la Tchécoslovaquie, du Viet Nam et du Yémen démocratique à occuper les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

Sur l'invitation du Président, M. Treiki (Jamahiriya arabe libyenne) prend place à la table du Conseil; M. Zarif (Afghanistan), M. Garvalov (Bulgarie), M. Ibrahim (Ethiopie), M. Erdenechuluun (Mongolie), M. Natorf (Pologne), M. El-Fattal (République arabe syrienne), M. Ott (République démocratique allemande), M. Kittikhoun (République démocratique populaire lao), M. Rajaie-Khorasani (République islamique d'Iran), M. Birido (Soudan), M. Kovačič (Tchécoslovaquie), M. Le Kim Chung (Viet Nam) et M. Al-Ashtal (Yémen démocratique) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

4. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des lettres des représentants de Cuba et de la Hongrie par lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation du Président, M. Roa Kourí (Cuba) et M. Rácz (Hongrie) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

5. M. CHAMORRO MORA (Nicaragua) [interprétation de l'espagnol] : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois en cours. Nous sommes certains que vous saurez diriger ses travaux de façon remarquable compte tenu de votre expérience, de vos qualités et de votre appartenance à un pays comme la République socialiste soviétique d'Ukraine, qui lutte pour la démocratie dans le monde.

6. En même temps, permettez-moi de saisir cette occasion pour féliciter le représentant du Pérou, M. Javier Arias Stella, pour la manière excellente dont il a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois de mars. Ce faisant, il a permis au Conseil de s'acquitter efficacement de sa tâche difficile.

7. Dans sa lettre en date du 21 mars [S/16425], le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne appelait l'attention de la communauté internationale sur la situation dangereuse existant dans le secteur frontalier oriental de la Libye à la suite de l'intensification de l'ingérence des Etats-Unis dans cette région. Le représentant de la Libye nous informait de la présence dans la région d'avions d'espionnage du type AWACS et d'un groupe d'avions de combat ainsi que du fait que les Etats-Unis envisageaient d'envoyer dans cette région d'autres avions du même type au cours des prochaines semaines. Ces renseignements ont été amplement corroborés par la presse américaine.

8. Nous savons aussi qu'en février 1983 les Etats-Unis avaient envoyé dans la région quatre avions AWACS et dépêché le porte-avions *Nimitz* dans les parages des côtes libyennes en utilisant des prétextes similaires à ceux qu'ils emploient aujourd'hui. En cette occasion, les vols que des avions de reconnaissance et des avions équipés de dispositifs d'interception avaient effectués au-dessus des frontières libyennes ont été niés par la représentante des Etats-Unis; en effet, elle a déclaré dans une lettre adressée au Conseil [S/15617] que les vols effectués par les avions transportés par le *Nimitz* étaient des vols de routine et que ce porte-avions se trouvait en transit dans la région. Puis, en août 1983, les Etats-Unis ont envoyé dans la région quatre autres avions AWACS, prétextant de menaces de la Libye à l'encontre du Tchad. En cette occasion, lorsque le Conseil s'est réuni sur la demande de la Libye, mon gouvernement a dénoncé la politique d'intimidation, de menace et de recours à la force ainsi que la politique de la matraque que mène le Gouvernement des Etats-Unis dans toutes les régions du monde. A ce moment-là, les Etats-Unis avaient également dépêché le porte-avions *Eisenhower* dans le voisinage des côtes libyennes et effectuaient les manœuvres "Bright Star 83".

9. Aujourd'hui, un an plus tard, les Etats-Unis espionnent la Libye avec leurs avions AWACS et continuent de se livrer à des démonstrations de force à l'encontre de ce pays frère non aligné. Ils ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que la révolution libyenne, ses dirigeants et son peuple, pas plus que la révolution nicaraguayenne et son peuple, ne pourront être matés par un recours à la force brutale et encore moins par des démonstrations de force. Ils ne comprennent pas qu'en menant cette politique belliqueuse ils ne pourront obtenir en réponse que la juste colère de nos peuples en armes qui, par une guerre populaire et révolutionnaire, transformeraient leurs territoires en d'autres Viet Nam pour les forces d'invasion américaines. Nous espérons que M. Reagan se ressaisira et que l'Amérique centrale, l'Afrique du Nord, l'Afrique australe et le Moyen-Orient ne deviendront ni la tombe de nos propres citoyens ni celle de centaines de milliers d'hommes des troupes d'invasion américaines qui, inévitablement, tomberaient au combat lorsqu'ils devraient affronter la combativité et la volonté de nos peuples.

10. Pour ma délégation, l'aventurisme et l'interventionnisme qui caractérisent la politique étrangère américaine ne sont pas une surprise. A maintes reprises, le Conseil a été saisi de plaintes émanant de la Libye, de l'Angola, de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), de la South West Africa People's Organization (SWAPO), du Nicaragua et d'autres encore qui dénonçaient l'interventionnisme américain bien décidé, par n'importe quels moyens, à imposer sa volonté impérialiste à nos peuples et à nos gouvernements. Nous avons également été les témoins du cynisme affiché par les différents représentants des Etats-Unis appelant combattants de la liberté les mercenaires de la Central Intelligence Agency des Etats-Unis (CIA), qui tentent à partir du territoire hondurien de renverser mon gouvernement, et traitant de terroristes les patriotes qui luttent dans les rangs de l'OLP et de la SWAPO pour recouvrer leurs territoires occupés par le sionisme et l'*apartheid*, ces deux régimes qui, nous le savons tous, sont les alliés stratégiques de l'impérialisme américain.

11. Mon propos n'est pas de dénoncer la politique américaine dans cette région, ni même d'établir un parallèle entre les politiques menées en Afrique et au Moyen-Orient. Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a, ces derniers jours, longuement parlé des interventions militaires auxquelles se livrent ceux qui s'érigent en défenseurs de la liberté et de la démocratie à travers le monde depuis près de deux siècles. S'agissant de l'Amérique latine, il a mentionné, entre autres, la Grenade, le Chili, la République dominicaine, le Guatemala, le Panama, de même que le Nicaragua et El Salvador, qui en sont les victimes en ce moment. Cela me paraît suffisant.

12. Je me bornerai à faire allusion à quelques exemples graves pour montrer combien les activités menées contre la Libye et contre mon pays se ressemblent. Alors même

qu'en août 1983 la Libye adressait une plainte au Conseil parce que les Etats-Unis mobilisaient le porte-avions *Eisenhower* et procédaient à leurs manœuvres "Bright Star 83" afin d'intimider la Libye, les manœuvres "Big Pine II" se déroulaient en Amérique centrale, plus précisément en territoire hondurien. Maintenant, tandis que le Conseil est saisi de cette nouvelle plainte, que l'on constate la présence d'autres avions AWACS et que l'on parle de prétendus conflits et actes d'agression dont la Libye serait à l'origine afin de semer la discorde entre cette dernière et ses voisins, en Amérique centrale — au Nicaragua pour être plus précis —, où l'on a épuisé tous les efforts pour trouver une solution politique négociée aux problèmes existant dans la région, les Etats-Unis renforcent leur présence militaire et intensifient leurs actes d'agression en se servant du territoire de pays voisins.

13. Devant toutes ces agressions, on peut se demander quel sens et quelle valeur ce membre permanent du Conseil donne aux principes du droit international. Quel respect pour les principes de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays peut bien avoir un gouvernement qui, au grand jour, parle de débloquer un crédit de 21 millions de dollars pour assassiner le peuple du Nicaragua ? Quel respect des principes de l'inviolabilité des frontières peut avoir un gouvernement qui croit que sa supériorité lui donne le droit d'espionner n'importe quel pays en survolant l'espace aérien ? D'après cette logique, un pays dont la souveraineté serait ainsi violée et qui pourrait se doter des moyens techniques nécessaires serait autorisé à abattre ces avions dans le plein exercice du droit internationalement reconnu. Dans mon pays même s'est produit récemment un incident qui nous a contraints à abattre un hélicoptère américain qui, comme d'autres avant lui, avait pénétré à l'intérieur de notre territoire pour s'y livrer à des activités d'espionnage et d'approvisionnement des mercenaires de la CIA. Je dois préciser que nous avons été les premiers à déplorer cet incident, en dépit du fait qu'il s'agissait d'une violation flagrante de nos frontières, parce qu'il avait provoqué la mort d'un citoyen américain — endeuillant une honnête famille — dont la seule faute était d'avoir l'un des gouvernements les plus inflexibles et les plus militaristes qu'aient connus les Etats-Unis. Mais je tiens en même temps à signaler que de tels incidents peuvent se produire à nouveau, provoquer une guerre entre voisins ou justifier une intervention directe d'eux seuls ou en compagnie de leurs amis, comme ce fut le cas dans le passé pour déclencher des guerres à travers le monde. Je voudrais simplement que l'on se rappelle le sabotage du *Maine* à Cuba, qui servit de prétexte au déclenchement de la guerre contre l'Espagne, et l'incident du Tonkin au Viet Nam.

14. Il y a quelques jours à peine [252^e séance], j'ai dit ici même que ma délégation s'étonnait de l'attitude irresponsable du gouvernement Reagan qui tentait d'obtenir du Congrès 114 millions de dollars pour semer la mort et

la destruction en Amérique centrale. Cette somme doit être soustraite des fonds alloués à un programme d'aide aux enfants affamés d'Afrique, ce qui contribuera à semer la mort sur ce continent en faisant augmenter le taux de mortalité infantile. J'ai également dit que nous étions certains qu'avant longtemps nos frères africains sauraient qui est la cause principale de leurs problèmes et qui, en appuyant le régime raciste de Pretoria, représente le principal obstacle à leur développement.

15. Avant de terminer, nous voudrions réaffirmer notre solidarité militante avec la Jamahiriya arabe libyenne et dire notre profonde préoccupation face aux activités politiques et militaires de l'actuel Gouvernement américain, qui n'a qu'un but : diviser la nation arabe pour servir ses intérêts hégémonistes. Nous sommes certains que nos frères arabes savent qui est le principal obstacle, qui soutient le régime sioniste qui les affronte et a conclu avec lui une alliance stratégique. Nous sommes persuadés qu'avant longtemps ils s'uniront pour se libérer de l'oppression et de l'agression et qu'ils recouvreront leurs territoires occupés pour y vivre en paix.

16. Il me semble tout aussi important de mentionner à l'attention des membres du Conseil, de la communauté internationale et des pays non alignés qu'à notre sens M. Reagan a besoin aujourd'hui plus que jamais, et pour des raisons électorales uniquement, d'un triomphe dans sa politique étrangère, surtout après sa déroute honteuse au Liban. Cela devrait être une source de vive préoccupation pour nous tous. Nous espérons sincèrement que cela ne nous conduira pas à un conflit qui aurait des conséquences désastreuses pour l'humanité, mais nous pensons aussi que c'est probablement la meilleure explication aux menaces et aux agressions dirigées en ce moment contre la Jamahiriya arabe libyenne.

17. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : L'orateur suivant est le représentant de la Mongolie, que j'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

18. M. ERDENECHULUUN (Mongolie) [*interprétation du russe*] : Qu'il me soit permis tout d'abord d'exprimer, au nom du Gouvernement de la République populaire mongole, nos sincères condoléances au Gouvernement et au peuple guinéens à l'occasion de la mort prématurée du Président de la République populaire révolutionnaire de Guinée, Ahmed Sékou Touré, grand homme d'Etat africain, champion résolu de la liberté et de l'indépendance des peuples.

19. La délégation mongole est très heureuse, Monsieur le Président, de vous voir occuper le siège présidentiel du Conseil de sécurité, principal organe de l'Organisation des Nations Unies, chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous vous en félicitons sincère-

ment, ainsi que toute la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine, et nous vous adressons nos meilleurs vœux de succès dans l'exercice de vos importantes fonctions.

[L'orateur poursuit en anglais.]

20. Ma délégation rend hommage à votre prédécesseur M. Arias Stella, représentant du Pérou, pour la manière compétente dont il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.

21. Je vous suis reconnaissant, Monsieur le Président, ainsi qu'aux membres du Conseil, de m'avoir donné la possibilité d'exposer la position de mon pays sur la question actuellement à l'examen.

22. Le Conseil est saisi de la plainte de la Jamahiriya arabe libyenne, qui a demandé que le Conseil se réunisse d'urgence pour examiner la situation qui s'aggrave à la suite des actes d'hostilité et de provocation des Etats-Unis à l'encontre de ce pays.

23. Dans sa lettre du 20 mars 1984 [S/16425], ainsi que dans la déclaration faite le 28 mars par le Secrétaire du Comité du peuple du Bureau populaire de liaison pour les affaires étrangères de la Jamahiriya arabe libyenne, M. Ali Treiki [2522^e séance], l'attention du Conseil a été appelée sur les causes de la situation qui existe actuellement dans cette partie du monde.

24. Il convient de souligner ici que ce n'est pas la première fois que la Libye fait l'objet d'actes répétés d'intimidation et de menaces directes. L'an dernier déjà, le Conseil a dû examiner plus d'une fois les provocations des Etats-Unis contre la souveraineté de la Libye. Aujourd'hui, ce pays doit faire face à une nouvelle campagne hostile de menaces et d'intimidation. Cette fois-ci, les événements rapportés récemment concernant l'incident provoqué par un avion non identifié qui, le 16 mars dernier, a bombardé Omdourman ont été exploités aux fins de cette campagne.

25. Une fois de plus, comme si tout était arrangé d'avance, des avions de reconnaissance AWACS et d'autres matériels militaires ont été envoyés dans la région avec une rapidité enviable. Il n'est guère besoin de rappeler ici la présence militaire sans cesse croissante des Etats-Unis dans le monde en général et dans cette région en particulier. On peut en trouver les signes les plus menaçants dans l'implantation d'armes nucléaires — à savoir des missiles de croisière — à quelques centaines de kilomètres des pays africains, méditerranéens et autres pays voisins. Ainsi a été créée une situation qui compromet gravement la paix et la sécurité internationales.

26. Il est manifeste que ces faits sont inséparables de la politique générale de l'impérialisme des Etats-Unis, qui déclarent arbitrairement que des régions entières du monde situés à des milliers de kilomètres des côtes américaines sont des zones d'"intérêt vital". On ne peut voir dans ces actes que des tentatives faites par les impérialistes pour imposer des solutions néo-colonialistes à d'autres pays afin de consolider davantage leur position dans cette région stratégiquement importante et riche en ressources minérales.

27. Il convient de noter ici que des démonstrations de force et une politique musclée sont devenues routine dans le comportement impérialiste d'aujourd'hui. Cette politique du Gouvernement des Etats-Unis est en contradiction flagrante avec la Charte des Nations Unies et les normes et principes généralement acceptés du droit international.

28. La République populaire mongole partage pleinement l'inquiétude et la préoccupation exprimées par la Jamahiriya arabe libyenne devant la situation qui se détériore dans cette région et déclare son plein appui à ce pays et sa solidarité totale dans la défense de sa souveraineté et de son indépendance nationale.

29. Nous croyons que les problèmes en suspens peuvent et doivent être réglés par des moyens politiques dans l'intérêt des peuples de la région et sans ingérence extérieure.

30. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : L'orateur suivant est le représentant de l'Afghanistan. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

31. M. ZARIF (Afghanistan) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais tout d'abord adresser à la délégation de la République populaire révolutionnaire de Guinée les sincères condoléances de la délégation de la République démocratique d'Afghanistan à l'occasion de la triste mort du président Ahmed Sékou Touré. Combattant résolu pour rendre sa nation indépendante et la soustraire à la domination colonialiste française, le président Sékou Touré s'était acquis le respect et l'admiration non seulement du peuple guinéen mais aussi des peuples de l'Afrique et du monde entier. Il restera longtemps dans notre mémoire.

32. Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, de vous féliciter chaleureusement de votre accession à la présidence du Conseil. Etant donné vos éminentes qualités diplomatiques et humaines, nous sommes certains que, sous votre direction compétente, le Conseil s'acquittera honorablement de sa tâche. Mes paroles de reconnaissance vont également à votre prédécesseur, M. Arias Stella, représentant du Pérou, pour la manière exemplaire dont il a dirigé les travaux du Conseil pendant un mois de mars chargé.

33. Il est devenu maintenant routinier que les Etats-Unis se trouvent au Conseil en tant qu'accusés. Il est devenu encore plus routinier pour le Conseil d'examiner des plaintes contre deux de leurs alliés les plus intimes : l'entité sioniste et le régime minoritaire raciste d'*apartheid* de l'Afrique du Sud. Dans le cas des Etats-Unis toutefois, ces plaintes ne viennent pas seulement d'une seule région; elles viennent aussi d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

34. Ce fait ne traduit pas seulement la haine des peuples du monde entier à l'égard de la politique agressive, interventionniste et belliqueuse des impérialistes des Etats-Unis; il reflète la détermination des Etats Membres de continuer leur lutte pour préserver leur indépendance, leur souveraineté nationale et leur intégrité territoriale, même s'ils doivent se dresser contre l'appareil militaire le plus monstrueux. Cela montre aussi la confiance qu'ont les Etats Membres dans le Conseil de sécurité et l'espoir qu'ils ont placé dans cet organe suprême chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

35. Ce qu'ils ont réussi à obtenir jusqu'ici, c'est un débat futile émaillé de discussions acrimonieuses, ou parfois une résolution délibérément vague et excessivement diluée. Mais même ces résolutions n'ont pas été appliquées en raison du défi de ceux-là mêmes qui avaient voté pour.

36. Toutefois, les Etats Membres continuent de se présenter au Conseil pour la simple raison qu'il n'y a pas d'autre instance dans le monde chargée d'une autorité et d'une responsabilité plus appropriées. Ils y viennent parce qu'ils se sentent menacés par ceux qui sont plus puissants. Ils y viennent parce qu'ils croient au règlement pacifique des différends entre nations.

37. Ce n'est pas la première fois que toutes ces raisons ont incité — à juste titre — la Jamahiriya arabe libyenne à demander une réunion du Conseil pour présenter son cas. Ce n'est pas la première fois non plus que les Etats-Unis sont responsables d'une situation qui exige la convocation du Conseil.

38. On doit se rappeler que, depuis la victoire de la révolution populaire en Libye et depuis l'émancipation du peuple Libyen des chaînes du néo-colonialisme des Etats-Unis, une très vaste campagne de mensonges et de diffamation a été lancée et a accompagné un blocus économique, politique et militaire des Etats-Unis et des actes d'agression et de provocation contre la Libye. Tout au long des années, l'hostilité diabolique des Etats-Unis envers la Libye a pris un aspect effroyablement sadique qui se manifeste sous une forme ou sous une autre.

39. Tous les admirateurs du non regretté Herr Goebbels sont à juste titre préoccupés : le renom de la propagande

hitlérienne est en train d'être éclipsé par la réputation de plus en plus grande de l'exécrable appareil de propagande mensongère du Gouvernement des Etats-Unis. La technique nazie visant à répéter un mensonge dans l'espoir qu'en fin de compte il sera cru et à lancer des calomnies fanatiques dans l'espoir qu'il en restera toujours quelque chose est pratiquée par les successeurs du III^e Reich dans ce domaine, qui cherchent à parfaire cette méthode. La technique a été perfectionnée par les chefs suprêmes de l'armée à Washington, qui cherchent à accuser les autres — y compris les victimes — de leurs crimes horribles.

40. On donne ainsi une image tout à fait déformée et fautive de la Libye et de sa politique étrangère. L'intention initiale consistait à placer certains pays de la région dans l'orbite américaine en dressant l'épouvantail d'une menace imaginaire et hypothétique de la part de la Libye. Le mensonge a été si fréquemment répété que même ceux qui l'ont inventé — les Etats-Unis — semblent le croire.

41. Le scénario actuel n'est que trop connu. Il se lit comme suit : "C'est un oiseau. Non, c'est un avion. C'est un avion de fabrication soviétique. C'est un avion de fabrication soviétique qui appartient à la Libye." Mais le monde sait observer et dit : "Non, c'est un avion AWACS".

42. Il y a un peu plus d'un an, les Etats-Unis criaient sur tous les toits que la Libye concentrait ses troupes le long des frontières d'un Etat voisin et se préparait à lancer une agression contre cet Etat. Mais, longtemps avant que l'écran de fumée ne se disperse et que les poussières de la propagande ne se déposent, il restait très peu de doute dans l'esprit de la communauté internationale quant à la cause réelle de l'escalade de la tension dans cette région. Les stratèges du Pentagone avaient jugé impérieux de déployer de nouvelles unités de leur armada dans la région et, pour justifier leur action, il leur fallait trouver désespérément un prétexte. La CIA concocta un plan, qui fut mené à bien en grande partie par les monopoles impérialistes de désinformation. On allait accuser la Libye de se préparer à lancer une attaque contre un Etat voisin. Des déclarations provocatrices et calomnieuses furent lancées contre la Libye, contre son peuple, contre sa révolution et contre ses dirigeants. Les porte-avions *Nimitz* et *Eisenhower* furent envoyés au large des côtes libyennes dans une démonstration déléguée de force. Les manœuvres "Bright Star" furent menées à proximité du territoire libyen avec la pleine participation des forces terrestres, navales et aériennes des Etats-Unis. Dans un acte d'agression flagrante, des chasseurs américains appartenant à la VI^e Flotte attaquèrent des avions libyens qui exerçaient une mission de reconnaissance au-dessus des eaux territoriales libyennes et en descendirent deux. Le Mouvement des pays non alignés, après avoir examiné la situation sur la demande de la Libye, condamna l'acte d'agression des Etats-Unis. Le Conseil de sécurité, cepen-

dant, fut paralysé lors des réunions tenues sur cette question en février et août 1983 en raison du veto émis par la délégation des Etats-Unis. Depuis lors, de nombreuses tentatives, secrètes ou non, ont été faites pour déstabiliser la Libye et provoquer une détérioration de la situation dans la région.

43. Les Etats petits et militairement faibles attendent du Conseil qu'il rappelle à l'ordre les Etats Membres — notamment les membres permanents du Conseil — qui représentent une menace pour la paix et la sécurité internationales.

44. Babrak Karmal, secrétaire général du Comité central du parti démocratique populaire de l'Afghanistan et président du Conseil révolutionnaire de la République démocratique d'Afghanistan, a dit ce qui suit à l'occasion du Nouvel An afghan, qui commence le 20 mars :

“Nous considérons de notre principal devoir de défendre la paix et la sécurité sur la scène internationale. Conformément à cette politique, la République démocratique d'Afghanistan condamne fermement les efforts des impérialistes, dirigés par l'impérialisme des Etats-Unis, visant à intensifier la tension dans le monde et à s'ingérer dans les affaires intérieures de pays indépendants, de même que leur politique militariste et belliqueuse.”

45. Monsieur le Président, je voudrais conclure en vous remerciant, ainsi que le Conseil, d'avoir donné à ma délégation l'occasion de se présenter au Conseil et de faire une déclaration.

46. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : L'orateur suivant est le représentant de la Tchécoslovaquie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

47. M. KOVAČIĆ (Tchécoslovaquie) [*interprétation de l'anglais*] : Le Gouvernement et le peuple tchécoslovaques ont appris avec une profonde tristesse la nouvelle de la mort du président Ahmed Sékou Touré, grand fils de l'Afrique, qui, tout au long de sa vie, s'est battu pour la libération du continent noir en vue d'éliminer d'Afrique le colonialisme et le néo-colonialisme, ainsi que pour l'unité et la solidarité de la nation africaine. Nous nous souviendrons de la contribution qu'il a faite à la formation et au développement de l'Organisation de l'unité africaine et du Mouvement des pays non alignés. Nous n'oublierons pas non plus sa contribution politique et personnelle à la création de liens d'amitié et de coopération avec le peuple tchécoslovaque. Qu'il me soit permis d'exprimer par votre intermédiaire, Monsieur le Président, nos sincères condoléances au peuple et au Gouvernement guinéens ainsi qu'à la famille du président Sékou Touré.

48. Monsieur le Président, je voudrais commencer en vous remerciant ainsi que tous les membres du Conseil de la possibilité que vous m'offrez de prendre la parole au Conseil, en tant que représentant de la République socialiste tchécoslovaque, sur la question inscrite à l'ordre du jour. Je voudrais également vous adresser, à vous, représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine, mes plus sincères félicitations à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois en cours. Je suis convaincu que, sous votre direction et grâce à vos qualités personnelles, à votre diplomatie et à votre expérience, le Conseil sera à même de remplir son mandat qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales. J'aimerais également exprimer ma reconnaissance à votre prédécesseur, M. Javier Arias Stella, représentant du Pérou, pour la façon exemplaire dont il a assumé la présidence.

49. Après un intervalle de sept mois à peine, la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste s'est vue une fois de plus contrainte de s'adresser au Conseil parce que victime de campagnes hostiles et de provocations et parce que sa sécurité est de plus en plus menacée. Une fois de plus, le Conseil doit faire face à des actes dirigés contre un Etat Membre souverain, actes qui sont incompatibles avec la Charte et les principes de comportement entre Etats. Et, une fois de plus, ce sont les forces des Etats-Unis qui sont impliquées dans ces actes.

50. Cette fois-ci, le prétexte avancé pour justifier les déclarations antilibyennes hostiles prononcées par des représentants éminents des Etats-Unis, l'accroissement des mesures militaires provocatrices et la fomentation d'hostilité envers la Libye parmi les Etats arabes voisins est la prétendue participation de la Libye au bombardement d'une ville soudanaise. Tout cela a été suivi par l'adoption remarquablement rapide de mesures bellicistes par les Etats-Unis — tout comme dans le cas de l'agression armée contre la République socialiste du Viet Nam sous le prétexte du prétendu incident du golfe du Tonkin, qui, comme cela a été amplement prouvé, avait été provoqué par les Etats-Unis eux-mêmes, et tout comme dans le cas de la récente agression armée dirigée contre la Grenade, qui reposait sur le prétexte tout aussi artificiel d'une prétendue menace qui aurait pesé sur la vie de citoyens américains.

51. Les actes hostiles commis contre la Libye par les Etats-Unis ne sont ni nouveaux ni isolés. En pratique, depuis la victoire de la révolution anti-impérialiste et anti-coloniale dans ce pays, la Libye est la cible d'attaques et de pressions militaires, politiques et économiques de la part des Etats-Unis et d'autres puissances impérialistes. Ces actes doivent être placés dans le contexte des efforts faits par les forces impérialistes, dirigées par les Etats-Unis, pour recouvrer leur suprématie sur les nations d'Afrique, pour limiter la souveraineté et l'indépendance de ces

nations et leur faire accepter docilement un comportement néo-colonialiste.

52. Les actes belliqueux dirigés contre la Libye ne représentent pas un phénomène isolé dans la politique étrangère des Etats-Unis. Le gouvernement de Washington accélère son réarmement, suit une politique de chantage et de diktat et proclame arbitrairement que certaines sphères sont d'intérêt vital pour les Etats-Unis. Il est manifeste que ce gouvernement n'hésite aucunement à avoir recours à la force armée pour éliminer les mouvements de libération révolutionnaires, comme en font foi l'agression contre la Grenade, les événements au Liban et la situation autour du Nicaragua. Un grand danger réside également dans le déploiement de nouvelles armes nucléaires de première frappe des Etats-Unis dans les territoires de trois pays d'Europe occidentale, dans les pressions et les menaces dont font l'objet Cuba, la Syrie et d'autres pays en développement progressistes et non alignés et dans le renforcement de la présence américaine dans l'océan Indien, le golfe Persique et la Méditerranée. Ce sont précisément ce réarmement accéléré, ces pressions et ces actes d'agression commis par les forces réactionnaires de l'impérialisme, dirigées par les Etats-Unis, tels que les actes hostiles commis contre la Libye, qui sont à l'origine de la détérioration de la situation internationale.

53. Le Gouvernement et le peuple tchécoslovaques sont gravement préoccupés de cette escalade de pressions et de provocations contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, Etat indépendant et souverain qui participe activement à la lutte anti-impérialiste, anticolonialiste et antiraciste de toute l'humanité progressiste et dont les relations étroites avec mon pays se trouvent reflétées dans un traité d'amitié et de coopération et se développent sur la base de ce traité au profit des peuples de nos deux pays.

54. Le Gouvernement et le peuple de la République socialiste tchécoslovaque condamnent résolument les actes hostiles commis contre la Libye et son peuple ami, contre la souveraineté et l'indépendance de la Libye, actes qui représentent également une menace pour la paix et la sécurité internationales. Nous sommes entièrement solidaires du peuple libyen, qui résiste avec détermination à ces provocations et pressions. Nous espérons que l'examen au Conseil de la plainte légitime de la Libye aura pour résultat de faire cesser ces actes arbitraires.

55. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : L'orateur suivant est le représentant de Cuba. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

56. M. ROA KOURÍ (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous dire combien nous sommes satisfaits de vous voir présider les réunions du Conseil pendant ce mois. Vos

talents, vos qualités de diplomate, que nous connaissons, et votre respect des principes nous assurent d'avance du succès de nos délibérations.

57. En remerciant, par votre intermédiaire, les membres du Conseil de m'avoir autorisé à intervenir aujourd'hui dans le débat, je voudrais aussi manifester la satisfaction de ma délégation pour la façon remarquable dont votre prédécesseur, le représentant du Pérou, M. Javier Arias Stella, a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois de mars.

58. Nous avons été témoins ces dernières semaines d'une aggravation dangereuse de la situation dans la région du Moyen-Orient et dans la partie orientale de l'Afrique du Nord.

59. Après l'échec des menées américaines et israéliennes au Liban, où les forces patriotiques ont empêché que ne soit consommée une nouvelle trahison de la nation arabe et de la cause du peuple palestinien du type de celle ourdie à Camp David en 1978, l'impérialisme essaie maintenant de susciter de nouveaux prétextes pour maintenir et intensifier sa présence militaire dans la région tout en imprimant une nouvelle direction à sa politique contre la Jamahiriya arabe libyenne.

60. Si auparavant la souveraineté de la Libye a été violée et des agressions ont été commises contre les avions de ce pays non aligné dans le golfe de Syrte agressions condamnées par le mouvement des pays non alignés, l'impérialisme invente maintenant la fable d'un bombardement d'Omdourman, dans le Soudan voisin, par un avion prétendument libyen, pour accroître l'aide militaire fournie à ses alliés de la région et envoyer de nouveaux avions espions du type AWACS afin de renforcer ses activités contre les peuples et les pays révolutionnaires d'Afrique et du Moyen-Orient.

61. Il ne s'agit pas là, certes, d'une technique nouvelle car, il y a 23 ans, dans cette même instance, le représentant des Etats-Unis de l'époque déclara, avec une effronterie caractéristique, que des avions des forces aériennes cubaines, pilotés par des "officiers rebelles" d'après lui, étaient responsables du bombardement des aéroports de La Havane le 15 avril 1961. Tout le monde sait cependant que ces avions appartenaient aux forces aériennes américaines et avaient été envoyés par la CIA pour assurer la suprématie de l'espace aérien aux forces mercenaires qui, quelques jours plus tard, allaient être envoyées sur la plage de Girón où l'impérialisme subit d'ailleurs une défaite historique.

62. Nous rappelons également l'incident du golfe du Tonkin et le minage des ports vietnamiens qui précédèrent la sale guerre impérialiste contre le Viet Nam héroïque. Ces derniers jours, la main ténébreuse de la CIA s'est

révélee une fois de plus au Nicaragua par le minage de différents ports de ce pays frère, ce qui représente une violation du droit international et de la Charte des Nations Unies et prend évidemment une signification particulière compte tenu des précédents que je viens de citer.

63. Nul doute que la communauté des nations et, en particulier, cette instance, dont la responsabilité principale est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, aient de bonnes raisons d'être inquiètes face à la tournure dangereuse que prend la situation internationale en ce moment à la suite de l'aventurisme belliciste qui marque chacun des actes du Gouvernement actuel des Etats-Unis.

64. En fait, les anciens conflits restent sans solution tandis que de nouveaux foyers de tension menacent de prendre des proportions toujours plus importantes et plus dangereuses.

65. Les initiatives sincères de paix, telles que le plan des Nations Unies pour la Namibie, le plan de Fès, en conjonction avec les résolutions de la Conférence internationale sur la question de Palestine, de même que les démarches de paix du Groupe de Contadora, se trouvent en butte à l'hostilité effrénée de l'impérialisme lorsqu'elles ne s'enlisent pas dans le borbier d'un simple appui formel, dépourvu de toute volonté politique véritable et nécessaire pour trouver des solutions justes et durables aux conflits.

66. Voilà pourquoi il faut absolument dénoncer sans hésitation ces actes de l'impérialisme, tant lorsqu'il s'agit de l'installation de nouveaux engins nucléaires en Europe occidentale, dans une tentative vaine pour modifier dans son intérêt l'équilibre international des forces, que lorsqu'il s'agit de bloquer toute possibilité d'accord ou de solution quant aux graves problèmes économiques et financiers auxquels font face les pays sous-développés ou lorsqu'il s'agit d'étouffer dans le sang les aspirations des peuples, d'intervenir dans les affaires intérieures d'autres Etats, comme en El Salvador, de les envahir, comme à la Grenade, ou de déstabiliser leur gouvernement, comme au Nicaragua.

67. Les menaces qui planent actuellement sur la Jamaïriya arabe libyenne sont identiques à celles qui, quotidiennement, sont brandies contre la Nicaragua ou contre mon pays, contre les patriotes du Front Polisario ou du Front Farabundo Martí de libération nationale d'El Salvador, contre la République populaire d'Angola ou contre la République arabe syrienne contre l'OLP, l'African National Congress d'Afrique du Sud ou la SWAPO.

68. Le Gouvernement révolutionnaire de Cuba, dont les principes inébranlables de politique étrangère sont la solidarité avec les peuples qui combattent pour leur libération, la défense de la paix et de la sécurité de tous les

Etats, grands et petits, la lutte pour le relâchement des tensions internationales, le droit des peuples au développement et à une vie authentiquement indépendante, l'instauration d'un nouvel ordre économique international et l'avènement d'un monde où il n'y aurait ni guerres ni armes nucléaires ni blocs militaires, appuie fermement ses frères libyens et leur droit de dénoncer la politique d'agression et de pression déclenchée contre la Jamaïriya par le Gouvernement des Etats-Unis.

69. Il faut mettre fin à l'ingérence politique et militaire de l'impérialisme au Moyen-Orient et dans les régions voisines et à tous les actes de provocation et de menace contre la souveraineté de la Libye. Si le Conseil n'arrête pas, une fois pour toutes, la rosse de l'impérialisme, personne ne pourra demain arrêter l'éclosion d'un nouveau conflit mondial qui pourrait mettre fin à la vie sur notre planète.

70. Nous espérons que, le plus tôt possible, comprenant qu'un tel sort hallucinant est vraiment possible, nous ferons enfin en sorte que la raison et la justice l'emportent dans les relations internationales.

71. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : L'orateur suivant est le représentant de la Hongrie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

72. M. RÁCA (Hongrie) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous remercier sincèrement et, par votre intermédiaire, remercier les autres membres du Conseil d'avoir invité ma délégation à participer au débat de cette instance et de m'avoir donné la possibilité de faire connaître nos vues sur la question inscrite à l'ordre du jour.

73. Mais, avant de passer à la question qui nous occupe, permettez-moi d'exprimer nos condoléances à la délégation guinéenne à l'occasion du décès prématuré du président Ahmed Sékou Touré, noble fils de l'Afrique et l'un des fondateurs de l'Organisation de l'unité africaine. La position résolue de M. Sékou Touré, ses activités incessantes pour éliminer le système colonial honteux en faveur de l'indépendance, de la paix et du développement et sa lutte sans compromission contre toutes les formes d'exploitation lui ont acquis le respect et un prestige international. Nous sommes certains que le dévouement dont il a fait preuve servira de brillant exemple aux générations à venir et continuera d'inspirer ceux qui luttent pour la réalisation des mêmes objectifs.

74. Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le privilège de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois d'avril. Je me félicite de voir la présidence assumée par un représentant du peuple ukrainien voisin, avec lequel nous avons toujours entre-

tenu de bonnes et fraternelles relations. Il ne fait aucun doute pour moi que votre habileté diplomatique et votre sagesse bien connues contribueront pour beaucoup au succès des travaux du Conseil. Je tiens également à rendre hommage à votre prédécesseur, le représentant du Pérou, pour la façon exemplaire dont il a dirigé les travaux du Conseil pendant le mois écoulé.

75. La communauté internationale est devenue extrêmement sensible au moindre signe de tension internationale, et c'est à juste titre si l'on songe qu'en tant de points du monde l'affrontement prend des proportions toujours plus dangereuses. Aujourd'hui, le Conseil débat d'une question qui nous préoccupe au plus haut point depuis pas mal de temps déjà. Ce n'est pas la première fois que la Libye se voit contrainte de demander une réunion du Conseil parce que sa sécurité est menacée par la présence militaire d'une puissance militaire étrangère à la région. Les détails des événements survenus récemment et de la campagne de propagande dont la Libye fait l'objet depuis plusieurs années ne sont que trop connus de chacun d'entre nous.

76. L'envoi par les Etats-Unis de deux avions de type AWACS dans la région pour se livrer à des missions d'espionnage contre la Libye n'est que la dernière des manœuvres antilibyennes. C'est aussi un acte de provocation qui a la force d'une menace militaire. Plus important encore, cette nouvelle étape et l'hystérie qui l'accompagne montrent à l'évidence que certains milieux influents de la politique internationale n'hésitent pas un instant à se servir du moindre prétexte pour se livrer à des démonstrations de force. Ces milieux persistent à ignorer les véritables intérêts de l'humanité et le désir des peuples d'éliminer la tension internationale et d'encourager un esprit de compréhension mutuelle entre nations.

77. Comme plusieurs orateurs l'on dit avant moi, le véritable but du Gouvernement des Etats-Unis en Afrique du Nord, de même que dans d'autres parties du monde, est de renforcer sa position et d'accroître sa présence militaire, même dans les régions les plus reculées. Dans la recherche de cet objectif, on n'hésite pas à appliquer deux poids et deux mesures, c'est-à-dire l'indulgence aveugle pour certains régimes et les pressions de toutes sortes sur des nations indépendantes qui ne sont pas du goût de Washington. Mais le droit international et la Charte des Nations Unies ne font pas de distinction entre les termes Etats amis et Etats ennemis. Les principes et les dispositions visant la protection de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de tous les Etats doivent être respectés sans exception.

78. La République populaire hongroise est solidaire de la Libye et de toutes les nations qui luttent pour faire respecter et réaliser pleinement les principes susmentionnés, pour une indépendance véritable et contre les pressions extérieures.

79. Le but de la campagne actuellement menée contre la Libye n'est pas seulement d'essayer d'intimider ce pays, de la discréditer auprès des autres pays africains ou encore de semer la discorde et le conflit parmi des peuples ayant des traditions communes et des aspirations semblables — politique bien connue depuis l'ère coloniale — mais plutôt d'empoisonner délibérément l'atmosphère internationale. Voilà qui est extrêmement dangereux car l'on ne doit pas perdre de vue que des provocations de ce genre peuvent entraîner des conséquences imprévisibles, susceptibles de compromettre la stabilité de la région en question et de menacer la paix et la sécurité internationales. Voilà pourquoi chaque nouveau signe d'une tendance à l'affrontement et tout nouvel événement capable d'envenimer la situation internationale déjà tendue sont pour nous une source de préoccupation. Nous sommes fermement convaincus qu'à long terme la sagesse, la modération et le respect des intérêts mutuels pourront seuls contribuer à la normalisation et au développement de relations entre les pays et les peuples du monde entier.

80. Le PRÉSIDENT (*interprétation du russe*) : Je donne à présent la parole au Secrétaire du Comité du peuple du Bureau populaire de liaison pour les affaires étrangères de la Jamahiriya arabe libyenne.

81. M. TREIKI (Jamahiriya arabe libyenne) (*interprétation de l'arabe*) : Monsieur le Président, j'aimerais vous transmettre les félicitations de la délégation de la Jamahiriya arabe libyenne à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour ce mois. Je vous félicite non seulement parce que vous représentez un pays ami que des liens amicaux et de coopération unissent à mon pays mais aussi parce que votre habileté et votre sagesse bien connues garantissent le succès des travaux du Conseil pour ce mois.

82. Je souhaite par ailleurs rendre hommage à votre prédécesseur, M. Arias Stella représentant du Pérou, qui s'est remarquablement acquitté de ses fonctions le mois dernier en dirigeant les travaux du Conseil.

83. En une même journée, le Conseil s'est réuni deux fois pour examiner les plaintes émanant de deux petits pays pacifiques et non alignés en butte à l'intervention et à l'agression du Gouvernement des Etats-Unis. Pareille situation est rare, je crois, dans l'histoire du Conseil : les délégations de deux petits pays saisissent le Conseil d'une plainte contre un membre permanent de ce même conseil, qui est chargé du maintien de la paix et de la sécurité, du respect de la Charte des Nations Unies et de la défense de ses principes. Mais ceux qui ont élaboré la Charte et ont décidé de donner aux Etats-Unis le statut de membre permanent du Conseil n'avaient jamais imaginé, je pense, que les archives de l'Organisation, et du Conseil en particulier, regorgeraient des violations de la Charte dont se rendent coupables les Etats-Unis. En effet, ils lancent

simultanément des actes d'agression contre le Nicaragua, la Libye, l'Angola, la Palestine et en diverses autres parties du monde.

84. En tant que petits pays non alignés, nous ne recherchons pas l'hostilité pour le plaisir et nous ne recherchons pas les problèmes pour l'amour des problèmes. Nous voulons vivre en paix. Nous voulons être libres dans nos pays, libres de choisir nos systèmes socio-économiques comme nous l'entendons. Des millions d'êtres humains ont été sacrifiés sur l'autel de la liberté, et nous ne voulons pas offrir cette liberté aux Etats-Unis.

85. Nous sommes prêts pour le dialogue, et nous sommes prêts à établir de bonnes relations avec tous, conformément aux principes et dans le respect mutuel. Mais nous ne sommes pas prêts à acquiescer, et nous ne sommes pas disposés à vendre notre indépendance, même pour des milliards de dollars. Nous voulons que les problèmes entre Etats soient résolus pacifiquement par des moyens bilatéraux ou régionaux.

86. La situation devient plus claire. Aujourd'hui, le président Nimeiri a annoncé qu'il avait découvert une tentative de coup d'Etat au Soudan. La déclaration qu'il a faite au sujet de cette tentative clarifie les inventions et la mise en scène et montre la véritable raison de ce qui s'est passé. Nous ne voulons certes pas nous ingérer dans les affaires intérieures du Soudan, mais nous n'accepterons pas que le Soudan frère soit exploité par les ennemis de la nation arabe et les alliés du sionisme pour commettre une agression contre nous et créer des problèmes entre nous et nos frères.

87. Comme les membres du Conseil le savent, les délégations de nombreux Etats ont pris la parole devant le Conseil ces derniers jours — il s'agit d'Etats d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. Elles ont toutes été unanimes pour condamner l'agression. Les membres du Conseil auront sans doute noté que pas un seul Etat n'a défendu les Etats-Unis, malgré leurs milliards, leurs armadas, leurs forces de déploiement rapide et leurs manœuvres. Cela nous laisse à penser que le monde se porte encore bien; cela nous laisse à penser que ni la force ni des milliards de dollars ne peuvent acheter la conscience des peuples. La politique des porte-avions ne saurait non plus modifier l'attitude des peuples.

88. Ainsi donc, le Conseil doit assumer ses responsabilités et dire aux Etats-Unis qu'ils doivent cesser de violer la Charte et de prendre le Conseil de sécurité et l'Organisation des Nations Unies à la légère. Il doit dire aux Etats-Unis que le respect et l'amitié ne peuvent être achetés moyennant des dollars, qu'ils ne peuvent être engendrés par des porte-avions comme le *New Jersey* ou

l'*Eisenhower*. Il doit dire aux Etats-Unis qu'ils doivent cesser de s'ingérer dans les affaires d'autres Etats. Cet appel pourrait être utile, bien que, malheureusement, nous sachions tous que cette grande puissance, avec son énorme potentiel qui aurait pu être mis au service de la paix et de la prospérité des peuples, est contrôlée, humiliée et manipulée par le sionisme mondial, qui l'a entraînée à utiliser ce potentiel pour opprimer les peuples à son profit.

89. Ceux qui suivent de près le déroulement de la campagne électorale aux Etats-Unis peuvent constater — c'est malheureux à dire — le degré de pénétration de cette pieuvre monstrueuse qu'est le mouvement raciste connu sous le nom de sionisme. Les candidats rivalisent, comme s'ils étaient candidats à des élections en Israël, pour défendre l'entité sioniste. Ils rivalisent pour savoir qui sera le premier à transférer l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem, malgré les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

90. Je voudrais assurer le Conseil que ma délégation et notre petit peuple pacifique sont fiers du grand appui et de la solidarité qui leur ont été témoignés par les peuples épris de paix et de liberté. Si le Conseil continue d'être incapable d'adopter une résolution appropriée, du fait de circonstances que ses membres connaissent bien, il y aura néanmoins une fin à l'injustice. Même s'ils sont petits, les peuples sont capables de faire des sacrifices.

91. Le peuple de la Jamahiriya arabe libyenne, qui respecte tous les instruments internationaux, affirme qu'il a toute confiance dans le Conseil et dans notre organisation, ainsi que dans sa survie, bien que certains aimeraient nous dire au revoir de la fenêtre, comme cela a été dit au Conseil. L'Organisation des Nations Unies, ses principes et ses objectifs survivront, et les agresseurs connaîtront leur juste fin. L'histoire des peuples — le plus récemment au Viet Nam — nous a appris que les forces de l'injustice seront vaincues.

92. M. CLARK (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Nous souhaitons vous adresser nos félicitations, Monsieur le Président, à l'occasion de votre accession à la présidence pour ce mois, et nous sommes certains que vous vous acquitterez de vos lourdes responsabilités avec grande distinction et impartialité.

93. Par ailleurs, je dirai simplement que la sombre litanie — que le Conseil a écoutée si patiemment — égrenée par des pays non membres du Conseil guère connus pour voter de façon indépendante et par les membres les plus alignés des non alignés ne veut pas dire grand-chose.

La séance est levée à 13 heures.